

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 400 du 20 au 26.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire .

Tiré a part

Ce qui se passe à Gaza est une tragédie.

En cas d'invasion israélienne partielle: les besoins humanitaires de base de la population palestinienne
s'élèveront à 17 millions de shekels.

La Sûreté générale israélienne autorise le recours à la torture

Paroles & actions du bientôt président [cette semaine ...](#)

Abbas demande à Obama de faire appliquer l'Initiative de paix arabe

Obama vu par Israël : Julien Bahloul : B.Obama mis sous pression.

[Résistance .](#)

[La lutte pour la libération dans les territoires occupé](#)

[5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos](#)

5 1 H. Ben Yaïche : " Un cas typique de désinformation".

5 2 Les journalistes étrangers se plaignent de ne plus pouvoir pénétrer dans la Bande de Gaza.

5 3 Abbas publie l'initiative de paix arabe dans la presse israélienne,
Shalom Arshav lui rend la pareille dans la presse palestinienne

Tiré a part

Ce qui se passe à Gaza est une tragédie.

Le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, s'est exprimé « Ce qui se passe à Gaza est une tragédie. Honte à ceux qui gardent le silence sur le crime du blocus imposé à Gaza. Honte aux régimes arabes et musulmans ainsi qu'à la communauté internationale », a-t-il dit. M. Mechaal a, par ailleurs, estimé que le retour des Palestiniens de la diaspora dans leurs foyers était « un droit naturel garanti par les lois internationales ». « Nous refusons les indemnités, l'implantation des Palestiniens dans les pays d'accueil », a-t-il martelé, en jugeant que « tous ceux qui font des compromis sur le droit au retour participent à un grand crime ». En outre, il a qualifié l'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis de « grand changement » sur la scène internationale. « J'appelle les Arabes à ne pas se hâter pour proposer de nouvelles initiatives (de paix avec Israël).

C'est Obama qui doit présenter quelque chose aux Arabes », a-t-il indiqué.

24 novembre 2008.

L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386315>

En cas d'invasion israélienne partielle: les besoins humanitaires de base de la population palestinienne s'élèvera à 17 millions de shekels

Le Haaretz révèle que, selon des calculs effectués par Tsaahal il y a près d'un an, en cas d'invasion israélienne partielle de la bande de Gaza, le budget nécessaire pour assurer les besoins humanitaires de base de la population palestinienne s'élèvera à 17 millions de shekels (3,37 millions d'euros) par jour.

Ce chiffre ne comprend pas le coût de l'entretien de la force militaire qui devra être déployée sur place. Selon un haut responsable militaire cité par le journal, même si, sur un plan purement militaire, il est évident que Tsaahal est capable de prendre le contrôle de la bande de Gaza, il est nécessaire de prendre en compte d'autres éléments tels que la situation sur d'autres fronts, et notamment le long de la frontière avec le Liban. A l'heure actuelle, rappelle le journal, l'état-major israélien reste opposé à une opération d'envergure dans la bande de Gaza et estime que le Hamas souhaite préserver la trêve, du moins à court terme.

Editeur : [La France en Israël](#)

<http://194.90.243.96>

La Sûreté générale israélienne autorise le recours à la torture.

Le Comité Public contre la Torture en Israël, le Centre pour la Défense de l'Individu (HaMoked) et l'Association pour les Droits du Citoyen ont introduit, ce matin, auprès de la Cour Suprême une requête pour outrage à la cour, contre le gouvernement israélien et celui qui est à sa tête, Ehoud Olmert, contre la Sûreté Générale (Shabak) et celui qui est à sa tête, Youval Diskin, en raison de leur responsabilité dans la politique qui accorde par avance l'autorisation de recourir à la torture, en violation grave d'un arrêt de la Cour Suprême.

La requête a été introduite, au nom de ces organisations, par l'avocat Avigdor Feldman, membre du conseil d'administration du Comité Public contre la Torture en Israël. Il est dit dans la requête que, non seulement la Sûreté Générale et le Premier ministre qui la supervise tournent en dérision l'instance juridique suprême d'Israël, mais il s'agit d'un outrage grave, répété, conséquent, systématique, ancré dans des directives et des procédures, qui requiert dès lors d'imposer l'arrêt de la Cour par des moyens d'une exceptionnelle rigueur, en usage dans des cas de ce genre : arrestation des responsables de l'outrage, le Premier ministre Ehoud Olmert et le chef de la Sûreté Générale Youval Diskin, et amende imposée au gouvernement israélien et à la Sûreté Générale.

En septembre 1999, suite à des requêtes introduites par le Comité Public contre la Torture en Israël, le Centre pour la Défense de l'Individu et l'Association pour les Droits du Citoyen, la Cour Suprême avait décrété que ni le gouvernement, ni les dirigeants de la Sûreté Générale n'avaient autorité pour établir des directives, des règles et des permissions de recourir à des moyens physiques au cours des interrogatoires. Pendant plus de neuf ans à partir de l'arrêt de la Cour, connu sous le nom d' « arrêt sur la torture », se sont accumulés chez les

requérants des preuves et des témoignages démontrant que la Sûreté Générale le viole d'une façon systématique.

Diverses sources pointent du doigt le maintien du système des procédures et des permis de torturer les personnes sous interrogatoire par la Sûreté Générale, et ceci à l'encontre de l'arrêt de la Cour, du droit criminel local et du droit international. La requête apporte des preuves de l'octroi d'une autorisation à porter atteinte à une personne interrogée, et cela alors que l'autorisation avait été donnée à l'avance par celui qui avait autorité sur l'interrogateur et même par le chef de la Sûreté Générale lui-même, selon une directive permanente – connue des interrogateurs, des requérants et des juges sous la formule générale de « procédure d'interrogatoire par nécessité ». Ces preuves sont constituées à la fois des témoignages, déposés devant des tribunaux, d'interrogateurs de la Sûreté Générale, témoignages placés en annexes confidentielles à la requête, ainsi que des témoignages de personnes ayant subi des interrogatoires, et des réponses faites publiquement par la Sûreté Générale et le cabinet du Premier ministre. C'est ainsi, par exemple, qu'on peut lire dans la réponse de la Sûreté Générale à une information qui avait été rapportée par le quotidien Haaretz : « L'autorisation de recourir à la force lors des interrogatoires est accordée au moins au niveau du chef d'équipe d'interrogateurs, et vient parfois du chef de service lui-même », et à une autre occasion : « Qu'il soit clair que l'autorisation de recourir à des moyens spéciaux d'interrogatoire ne peut être donnée que par le chef de la Sûreté Générale ».

Dans la requête, il est noté que l'arrêt de la Cour établissait sans la moindre équivoque que les actes de la Sûreté Générale à l'égard d'une large population de suspects et de personnes interrogées durant une longue période, dans le passé, et selon toutes vraisemblances aussi ces neuf dernières années, n'étaient pas légales. Les requérants indiquent que les exécutants de ces actes étaient susceptibles de faire l'objet d'une enquête et de poursuites pénales pour des crimes d'une extrême gravité, en Israël ou hors d'Israël, conformément au droit israélien et par l'effet du droit international.

* Une histoire palestinienne – A. Gresh, *Nouvelles d'Orient*, 16 nov 2008

Traduction de l'hébreu : Michel Ghys

2 novembre 2008

www.stoptorture.org.il/he/node/1331 (hébreu)

www.stoptorture.org.il/en/node/1332 (anglais)

<http://www.michelcollon.info:80/articles.php?dateaccess=2008-11-20%2011:45:01&log=invites>

Paroles & actions du bientôt président **cette semaine ...**

Abbas demande à Obama de faire appliquer l'Initiative de paix arabe

Mahmoud Abbas a demandé samedi à Barack Obama de faire appliquer l'initiative arabe pour la paix au Proche-Orient dès qu'il prendra ses fonctions à la Maison Blanche en janvier prochain.

Abou Mazen s'exprimait lors d'une conférence économique à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie. C'est la première fois qu'il demande au président élu américain d'entériner l'"Initiative arabe".

Ce plan de paix demande le retrait israélien de la Bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, ainsi que le règlement du problème des réfugiés palestiniens, en l'échange de quoi, une cinquantaine de pays arabes et musulmans s'engagent à reconnaître l'Etat hébreu et à établir d'entières relations diplomatiques avec lui.

Mahmoud Abbas a défendu ce plan cette semaine dans la presse israélienne en y publiant des encarts publicitaires.

(Samedi 22 novembre 2008 –

Al-Oufok avec les agences de presse)

AP

Obama vu par Israël : Julien Bahloul : B.Obama mis sous pression.

Les officiels israéliens pensaient avoir entre six mois et un an devant eux avant de voir la nouvelle administration américaine se mêler du processus de paix. Les dernières nouvelles parues dans la presse autour de la composition de l'équipe de Barack Obama laissent penser que les choses devraient aller plus vite que prévues. Entre nominations significatives et appels à agir formulés, directement ou indirectement, par les principaux intéressés, Barack Obama devrait être précipité malgré lui dans l'arène du conflit le plus passionné du monde.

En début de week-end, la possible nomination par Barack Obama de James Jones, ancien général à la retraite et ancien commandant de l'Otan, au poste de conseiller national à la sécurité, ne laissait pas insensible. Si la rumeur se confirmait il ne s'agirait pas d'un geste anodin. James Jones était en effet l'envoyé spécial de Condoleezza Rice au Proche-Orient.

Dans le passé, il s'est fait connaître en appelant au déploiement d'une force internationale en Cisjordanie lorsqu'Israël aura quitté ce territoire. Toujours dans cette même logique, il a manifesté son opposition au maintien du contrôle de la sécurité par Israël sur cette zone après la naissance d'un Etat palestinien.

J. Jones devrait donc jouer un rôle clé dans l'administration d'Obama.

Selon la presse américaine, il est considéré dans les milieux politiques comme aussi rusé que le tout puissant ex-Secrétaire d'Etat Henry Kissinger (en poste lors de la signature des accords de paix israélo-égyptien). Son expérience du Moyen-Orient devrait lui permettre d'occuper une place de choix dans les prises de décisions en matière de politique étrangère.

Israël a travaillé de manière acharnée au cours de ces dernières années pour convaincre l'administration Bush d'accepter son point de vue en matière de sécurité. Le principal argument de Jérusalem est qu'en cas de retrait de Cisjordanie les populations du centre du pays seraient, à l'instar de celles du sud, vulnérables face aux tirs de roquettes.

C'est pour cette raison que les gouvernements israéliens successifs ont souhaité pouvoir conserver certaines prérogatives sécuritaires sur cette région.

De plus, Israël réclame, dans le cadre d'un accord de paix, une complète démilitarisation de l'Etat palestinien, un contrôle des passages aux frontières et le déploiement de troupes sur les collines les plus élevées.

En réponse à ces revendications israéliennes, J. Jones a, à maintes reprises, affirmé que si les Israéliens ne croyaient pas en les capacités sécuritaires des Palestiniens, une force multinationale envoyée par l'OTAN pourrait très bien remplir cette fonction.

Inacceptable pour Jérusalem qui estime qu'aussi séduisante soit-elle, cette solution ne sera pas efficace pour lutter contre le terrorisme.

Cette probable nomination intervient dans un contexte d'offensive diplomatique palestinienne puisque le président de l'Autorité Palestinienne a demandé samedi 22 novembre au président élu Obama de faire appliquer l'initiative de paix arabe dès qu'il prendra ses fonctions en janvier prochain.

« Nous demandons à Obama de s'impliquer immédiatement dans le processus de paix et d'adopter l'Initiative arabe » a-t-il déclaré lors d'une conférence économique à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie.

L'Arabie Saoudite avait pour la première fois proposé ce plan de paix en 2002.

Ce dernier était soutenu par la Ligue arabe mais avait été rejeté par le gouvernement Sharon alors en pleine lutte...

Le texte de la déclaration adoptée à Beyrouth prévoyait que dans le cas où Israël accepterait de se retirer aux frontières d'avant la guerre des six jours en 1967 (Judée Samarie, Golan, Bande de Gaza et partie de Est de Jérusalem), les pays arabes « considéreront alors clos le conflit arabo-israélien et s'engageront dans un accord de paix avec Israël pour réaliser la sécurité pour tous les Etats de la région. Ils établiront par ailleurs des relations normales avec Israël dans le cadre de cette paix globale ».

Le plan réclamait aussi le retour des réfugiés palestiniens en Israël.

Impensable pour le gouvernement israélien en proie à des inquiétudes démographiques de nature existentielles.

Le plan semblait avoir été jeté aux oubliettes jusqu'en mars 2007, date à laquelle la Ligue arabe a renouvelé sa confiance à cette initiative en apportant même un bémol à la question des réfugiés. Cette fois-ci, elle réclame une solution « juste et équitable » sans en préciser les contours exacts.

Dans le même temps, d'anciens conseillers américains à la sécurité ont publiquement pressé le président Obama de prendre des positions claires sur le conflit avant les élections israéliennes du 10 février. Parmi eux, Zbigniew Kazimierz Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale du président des États-Unis Jimmy Carter de 1977 à 1981 et actuel conseiller de Barack Obama.

Selon lui, la position de Washington doit clairement refuser le retour des réfugiés palestiniens en Israël qui représenterait pour l'Etat hébreu un « suicide national » selon ses mots. Il préconise une mobilisation de la communauté internationale pour dédommager les Palestiniens laissés pour compte par cet accord.

Il souhaite aussi que, dans la mesure du possible, Israël retourne aux frontières d'avant la guerre des six jours et qu'en échange des territoires conservés, d'autres soient transférés aux Palestiniens.

Enfin, à l'instar du général Jones, il voudrait que, dans le cadre d'un Etat palestinien démilitarisé, des forces internationales (essentiellement américaines) assurent la sécurité aux frontières et la vallée du Jourdain.

Reste à savoir si B. Obama appliquera ces recommandations.

Sa future secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, dont la nomination devrait intervenir à l'occasion de Thanksgiving (fin novembre-début décembre) devrait peut-être l'y inciter.

Le nouveau visage de la politique étrangère américaine avait pendant la campagne, qualifié d'« irresponsable et franchement naïve » l'idée de Barack Obama de rencontrer les dirigeants de pays hostiles comme l'Iran, la Syrie ou Cuba. Elle n'avait pas hésité à menacer les Iraniens d'anéantir leur pays en cas d'attaque contre Israël.

« S'ils tentent stupidement, au cours des 10 prochaines années, de lancer une attaque contre Israël, nous serons en mesure de les réduire à néant », avait-elle ainsi affirmé à la chaîne ABC.

Enfin au cours de la guerre du Liban de l'été 2006 Hillary Clinton avait tenu à manifester un soutien sans équivoque à l'Etat hébreu : « Nous nous tiendrons au côté d'Israël parce qu'Israël défend les valeurs américaines ainsi que les valeurs israéliennes » avait-elle ainsi déclaré.

Barack Obama n'a pas choisi au hasard son ancienne rivale pour mener la politique étrangère américaine.

Mais lui-même n'avait-il pas promis au lobby pro-israélien américain qu'il se portera garant de la sécurité d'Israël, en particulier par une aide financière de plusieurs milliards de dollars et que Jérusalem restera la

capitale indivisible de l'Etat juif ?

Source ; Julien Bahloul :

Guysen International News

23 novembre

<http://www.guysen.com/articles.php?sid=8508>

20-11 au 26-11: Peuple Palestinien : 1 tué - 10 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Au jour le jour

21 11

Les tirs de roquettes et d'obus de mortier à partir de la bande côtière surpeuplée, se poursuivent pourtant sur le sud d'Israël. Des résistants ont tiré hier une roquette en direction de la ville côtière israélienne d'Ashkelon, ainsi que deux obus de mortier vers une patrouille de l'armée israélienne en opération dans la zone frontalière, sans faire de victimes.

AP

23.11

Les Résistants Palestiniens ont lancé trois roquettes dans l'ouest du Néguev.

Les Kassams avaient pour cible Ashkelon et Sdérot. Deux ont atterri dans des zones non-habitées.

Des sirènes ont été entendus dans des villes à la périphérie de Gaza.

La frontière est fermée depuis le 5 novembre.

The Jerusalem Post

Bande de Gaza - Au jour le jour

A Gaza, la situation humanitaire s'est encore aggravée

Selon le syndicat des boulangers, sur un total de 47 boulangeries, 27 se sont déjà arrêtées alors que les vingt autres fonctionnent partiellement seulement, en raison des coupures électriques et d'une pénurie de carburants. Le Dr Hussein Ashour, le directeur de l'hôpital Al-Shifa, a déclaré à la chaîne de télévision Al-Quds que le système de fourniture d'oxygène qui ravitaille les unités de cardiologie et de médecine interne ainsi que de la physiothérapie ont cessé de travailler.

Le Dr Ashour a fait remarquer que le principal générateur dans l'enceinte de l'hôpital est tombé en panne à cause du manque de pièces détachées nécessaires à sa maintenance. Il a appelé les organisations humanitaires à intervenir de toute urgence pour sauver les patients de Gaza.

En conséquence de cette guerre :

80% de la population de Gaza vit en-dessous du seuil de pauvreté,

1.100.000 personnes dépendent des aides humanitaires,

60% des enfants souffrent de malnutrition,

260 personnes sont mortes soit parce qu'elles ont été empêchées d'aller se faire soigner à l'étranger, soit par manque de médicaments.

Le taux de chômage atteint 65%,

97% des usines et des ateliers ont cessé de travailler, le revenu par personne est de 443 euros par an, soit 1.36 euros par jour.

La liberté de circulation entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, Jérusalem et le monde extérieur est bloquée,

plus de 1.500 cargaisons et containers de matières premières sont détenus dans les ports israéliens,

les projets de construction et de développement des hôpitaux, des cliniques et d'établissements éducatifs sont suspendus et les coupures de courant dépassent les 10 heures par jour

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

10 manifestants blessés par les tirs des soldats de l'occupation à Naplouse

Dix manifestants palestiniens des villages de Barka, Al Fandkoumia et Selat Al Dhahr ont été blessés, hier vendredi 21/11, lors des accrochages avec les forces de l'occupation qui ont attaqué les participants aux marches hebdomadaires organisées par la commission populaire contre le blocus et le mur dans la ville de Naplouse pour interdire le retour des colons sionistes à la colonie "Haoumache", évacuée en 2005.

Des sources bien informées ont affirmé que les forces occupantes se sont accrochées avec les citoyens palestiniens qui ont organisé une manifestation à l'entrée de cette colonie évacuée, où les soldats sionistes ont ouvert le feu et lancé des bombes sonores et lacrymogènes sur les palestiniens, en blessant 10 personnes. Les manifestants ont fait la prière de vendredi à l'entrée de la colonie évacuée après qu'ils ont été empêchés par les soldats sionistes d'entrer, puis ils ont été ciblés par ces forces occupantes qui ont ouvert le feu de façon hasardeuse sur eux.

On note que les palestiniens dans les villages proches de cette colonie ont annoncé l'organisation de plusieurs manifestations hebdomadaires contre les colons sionistes qui retournent vers cette colonie qui a été évacuée depuis plus de 3 ans en interdisant les palestiniens de semer leurs terres.

CPI

22/11/2008

22/11/2008

Les sources médicales ont affirmé que le célèbre orateur islamique à Rafah, Abou Jalaïdane, est mort hier vendredi 21/11, après la détérioration de son état de santé, en levant le nombre des victimes du sévère blocus sioniste imposé contre la bande de Gaza depuis plus de 3 ans, à 260 martyrs.

CPI

4-2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 6.115
Palestiniens blessés	: 52.699
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.147 (369 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.476 (468 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh

Un nouveau titre pour Mahmoud Abbas: président de l'Etat palestinien

24 11

Les dirigeants de l'OLP se sont réunis à Ramallah dimanche pour donner à Abbas le titre de président de l'Etat palestinien, un titre que portait son prédécesseur Yasser Arafat. Ce titre ne donne cependant pas plus d'autorité à Mahmoud Abbas. Les assistants d'Abbas affirment que le mandat est d'un an de plus, citant un amendement de la Constitution qui n'a jamais été ratifié par le Parlement.

Mahmoud Abbas a été élu président de l'Autorité palestinienne en 2005.

Son prédécesseur, Yasser Arafat, décédé en 2004, avait aussi ce titre de chef de l'Etat, symbolique, car aucun Etat palestinien n'a encore été créé. Cette mesure, entre de le cadre d'une épreuve de force anticipée avec le Hamas concernant la fin du mandat de Mahmoud Abbas.

Vraisemblablement, les collaborateurs d'Abbas vont se servir de son nouveau titre pour s'opposer aux arguments du Hamas selon lesquels il devrait démissionner en janvier .

AP pour le marché Israélien.– Al-Oufok avec les agences de presse)

Haniyeh : Les Palestiniens veulent respecter la trêve

« J'ai rencontré les factions armées ces deux derniers jours et elles m'ont présenté clairement leur position : elles veulent la trêve tant qu'Israël la respecte », a dit Haniyeh. Les groupes armés palestiniens de la bande de Gaza sont décidés à respecter la trêve conclue en juin avec Israël à condition que l'État juif respecte lui aussi ses engagements, a déclaré hier le chef du Hamas dans le territoire, Ismaïl Haniyeh.

Les tirs de roquettes et d'obus de mortier à partir de la bande côtière surpeuplée, qui ont repris le 4 novembre, se poursuivent pourtant sur le sud d'Israël. Des activistes ont tiré hier une roquette en direction de la ville côtière israélienne d'Ashkelon, ainsi que deux obus de mortier vers une patrouille de l'armée israélienne en opération dans la zone frontalière, sans faire de victimes. « J'ai rencontré les factions armées ces deux derniers jours et elles m'ont présenté clairement leur position : elles veulent la trêve tant qu'Israël la respecte », a dit Haniyeh.

Côté israélien, un haut responsable du ministère de la Défense, Amos Gilad, a déclaré dans une interview au quotidien Jerusalem Post que la trêve conclue en juin avec le Hamas restait en vigueur malgré les nouvelles violences. Il a également rejeté l'idée d'une offensive de grande envergure dans la bande de Gaza pour mettre fin au régime du Hamas. « L'expérience nous a prouvé que des opérations militaires ne résolvent pas toujours les problèmes au Moyen-Orient. Nous devons trouver la solution optimale. Jusqu'à présent, aucune solution militaire appropriée n'a été trouvée pour la bande de Gaza », a-t-il admis.

Par ailleurs, la commissaire générale de l'Unwra, l'organisme des Nations unies chargé de venir en aide aux réfugiés palestiniens, a affirmé que la bande de Gaza risquait de connaître une « catastrophe » humanitaire si le blocus israélien devait se poursuivre.

Hier, les points de passage entre Israël et la bande de Gaza sont restés fermés en représailles aux tirs de roquette depuis le territoire palestinien, a déclaré un responsable israélien.

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386220>

1-2 Les grandes manœuvres.

Abbas envisage d'organiser des élections générales.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé, dimanche 23 novembre, qu'il convoquerait des élections générales début 2009 si le dialogue avec le mouvement islamiste Hamas devait échouer. "Nous sommes prêts à poursuivre le dialogue (avec le Hamas) et nous n'épargnerons aucun effort afin que ce dialogue réussisse. Mais s'il ne réussit pas, au début de l'année prochaine, j'appellerai à des élections présidentielle et législatives", a affirmé M. Abbas devant le Conseil central de l'OLP (CCOLP), une instance clef de l'Organisation de libération de la Palestine. Le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza depuis son coup de force en juin 2007, a immédiatement refusé l'éventualité de ces élections, rendant leur tenue dans ce territoire improbable.

M. Abbas n'a pas précisé quels arguments juridiques il allait faire valoir pour organiser de nouvelles élections. L'actuelle législature, dominée par le Hamas, arrive à son terme en janvier 2010 et la loi fondamentale palestinienne (Constitution) n'autorise pas le président à la dissoudre. Ce que n'a pas manqué de pointer le Hamas : "Nous rejetons l'appel à des élections qui est illégal et inconstitutionnel", a déclaré un porte-parole du Hamas à Gaza, Fawzi Barhoum.

M. Abbas n'a pas précisé quels arguments juridiques il allait faire prévaloir pour organiser de nouvelles élections. En outre, le CCOLP a désigné M. Abbas « président de l'État de Palestine ». Cette mesure semble destinée à renforcer M. Abbas face au Hamas.

M. Abbas, dont le mandat doit s'achever le 9 janvier, a proposé un document, qui selon lui, devra servir de base de discussions avec le Hamas. Reprenant les grandes lignes d'un document égyptien, il prévoit "la création d'un gouvernement provisoire accepté par toutes les factions et respectant le programme de l'OLP". Mais les relations entre M. Abbas et le Hamas sont au plus mal : le Hamas a récemment annulé une réunion de réconciliation au Caire, prévue début novembre, en signe de protestation contre les arrestations de ses militants en Cisjordanie par les forces de sécurité palestiniennes.

Il a précisé qu'un décret présidentiel serait publié en ce sens, tout en appelant à la tenue d'un nouveau round de négociations avec les islamistes. L'actuelle législature, dominée par le Hamas, arrive à son terme en janvier

2010 et la Loi fondamentale palestinienne (Constitution) n'autorise pas le président à la dissoudre. M. Abbas a aussi profité de cette réunion pour dresser un constat d'échec des négociations avec Israël et blâmer l'Etat hébreu de n'avoir respecté aucun de ses engagements auprès de la communauté internationale, en tête desquels un arrêt total de la colonisation en Cisjordanie. "Nous ne nous sommes mis d'accord jusqu'à présent sur aucune question. Tous les dossiers restent en discussion", a-t-il affirmé.

LEMONDE.FR |

23.11.08

24 novembre 2008.

L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386315>

Mahmud Abbas envisage de convoquer des élections début 2009

Lors d'un entretien avec des membres du comité central de l'OLP, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmud Abbas, a fait savoir hier que si d'ici le début de l'année prochaine, les pourparlers entre Fatah et Hamas n'auront pas avancé, il convoquera des élections législatives et présidentielles pour le début 2009.

M. Abbas a toutefois ajouté qu'il était prêt à poursuivre le dialogue avec le Hamas afin de parvenir à une réconciliation entre les différentes factions palestiniennes. Le Haaretz rappelle que la date prévue pour les élections législatives palestiniennes est janvier 2010 mais que le Hamas a déjà fait savoir que, de son point de vue, le mandat présidentiel de Mahmud Abbas prendrait fin en janvier 2009.

Editeur : [La France en Israël](#)

<http://194.90.243.96>

25.11.

Mahmoud Abbas veut organiser des élections présidentielle et législatives en avril prochain.

"La convocation pour les élections se fera début janvier et les élections auront lieu trois mois plus tard", a dit Yasser Abed Rabbo, l'un des conseillers d'Abbas.

Pour le Hamas, le mandat présidentiel d'Abbas se termine le 9 janvier prochain et il n'est pas question de reconnaître sa légitimité après cette date. Abbas, lui, considère que son mandat ne s'achève pas avant 2010.

Reuters)

24 11

La manière dont Abbas prévoit d'organiser ces élections, s'il n'a pas le pouvoir de dissoudre le CLP, pose question.

Son mandat se termine qu'en janvier 2010.

On peut aussi se demander comment de telles élections alors que 1,4 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza échappe au contrôle d'Abbas

Source : [The Jerusalem Post](#)

1-3 Les analyses

24 11

Le Hamas a immédiatement refusé l'éventualité de tels scrutins. « Nous rejetons l'appel à des élections qui est illégal et inconstitutionnel », a affirmé à l'AFP un porte-parole du Hamas à Gaza,

Fawzi Barhoum. « Le mandat du président Abbas s'achève le 9 janvier. La législature est, quant à elle, de quatre ans (et s'achève ainsi en janvier 2010).

La loi n'accorde aucune autorité au président sur le Parlement et personne ne peut le dissoudre de manière anticipée », a ajouté un autre porte-parole du Hamas, Taher al-Nounou. Il a toutefois

espéré que le « dialogue réussisse et que la présidence établisse un climat propice, en libérant par exemple les prisonniers (du Hamas) en Cisjordanie ». Le Hamas avait annulé une réunion de réconciliation au Caire,

prévue début novembre, en signe de protestation contre les arrestations de ses militants en Cisjordanie par les forces de

sécurité palestiniennes.

24 novembre 2008.

L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386315>

24. 11.

Le Hamas et d'autres groupes palestiniens ont déjà annoncé qu'ils ne reconnaîtront pas la présidence d'Abbas après le 9 janvier. Le mouvement a même déclaré qu'il nommerait le porte-parole du Conseil législatif palestinien (CLP) président par intérim. Celui-ci est justement un membre du Hamas.

D'après Mahmoud Zahar, un dirigeant Hamas dans la bande de Gaza, Mahmoud Abbas n'a pas le droit de

tenir des élections anticipées ou d'étendre son mandat de manière unilatérale.

Le Djihad islamique rejette également ces élections. Pour l'organisation, elles ne feront qu'accroître les divisions. Elle appelle donc au boycott car "le scrutin aura lieu sous la tutelle israélienne".

Source : [The Jerusalem Post](#)

Ahmed Al Khaledi : Il n'existe aucun texte qui permet la prolongation du mandat d'Abbas

Dr. Ahmed Al Khaledi, L'un des fondateurs de la constitution palestinienne, a nié l'existence de tout texte dans la constitution palestinienne qui permet la prolongation du mandat du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Dans ses déclarations télévisées, Al Khaledi, a déclaré que l'article numéro 4 de 2004 a limité la période du mandat du président à 4 ans et que la modification de la loi fondamentale du 8/8/2005 a limité également dans son article numéro 36, le mandat du président à 4 ans, à partir du premier mois après les élections.

Il a précisé qu'il n'existe de lois que la loi palestinienne fondamentale qui a limité le mandat du président à 4 ans, et que le président Abbas ne peut pas prolonger son mandat.

CPI

22/11/2008

Barhoum : le comité central illégal n'a pas le droit de nommer un président pour notre peuple

Le porte-parole du mouvement Hamas, Fawzi Barhoum, a affirmé que le comité central palestinien qui est devenu illégal après avoir perdu la confiance du peuple palestinien n'a pas le droit de nommer un président pour le peuple palestinien.

Dans une déclaration de presse, Barhoum a dit, hier soir dimanche 23/11, que la nomination de Mahmoud Abbas comme président de la Palestine par le conseil central, représente une nouvelle tentative pour sauver Abbas de sa crise actuelle, notamment après le 9 janvier prochain.

Il a considéré que le peuple palestinien doit élire le président et non pas le comité central illégal qui a été volé par le mouvement du Fatah.

Il a précisé que toute institution qui ne représente pas le peuple palestinien et n'obtient pas sa confiance n'a pas le droit à nommer un président.

CPI 24/11/2008

1-4 Sur le terrain.

Nouvel accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, allègement du blocus de Gaza

Le Hamas a annoncé dimanche qu'un accord était intervenu avec Israël. Cet accord, d'après Ayman Taha, représentant du Hamas, a pour principe un engagement de cesser les tirs sur des cibles israéliennes en échange de la réouverture par Israël des passages frontaliers avec la bande de Gaza.

Ayman Taha a précisé qu'il avait reçu vendredi un appel téléphonique du renseignement égyptien, avec un message en provenance d'Israël qui proposait une cessation des tirs en échange de la réouverture des passages.

[L'info a été confirmée ce matin (8h40 heure française) par la radio Israélienne, qui parle cependant de réouverture partielle, ndt.]

Depuis le 4 novembre, Israël appliquait à la bande de Gaza un blocus quasiment total. Les 1,5 millions d'habitants de Gaza font face à des pénuries d'ennourriture et en électricité.

Cet accord, s'il est confirmé, aurait pour effet de revenir à la trêve obtenue par les Egyptiens en juin dernier.

Ma'an, 23 novembre 2008

<http://www.maannews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=33447>

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

<http://www.lapaixmaintenant.org/>

1-5 Négociations.

24 11

M. Abbas a proposé un document qui, selon lui, devra servir de base de discussion avec le Hamas.

Reprenant les grandes lignes d'un document égyptien, il prévoit « la création d'un gouvernement provisoire accepté par toutes les factions et respectant le programme de l'OLP ». L'OLP a reconnu Israël et accepté le principe de deux États – israélien et palestinien – vivant côte à côte, contrairement au Hamas.

L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386315>

24 11

M. Abbas a, par ailleurs, dressé un constat d'échec des négociations avec Israël et blâmé l'État hébreu pour n'avoir respecté aucun de ses engagements auprès de la communauté internationale, en tête desquels un arrêt total de la colonisation en Cisjordanie. « Nous ne nous sommes mis d'accord jusqu'à présent sur aucune question. Tous les dossiers restent en discussion », a-t-il affirmé. « Même si (la secrétaire d'État américaine) Condoleezza Rice ou quelqu'un en son nom a dit, même si (son homologue israélienne) Tzipi Livni ou quelqu'un en son nom a dit qu'il existait des accords en préparation, cela n'est pas vrai », a-t-il ajouté. « Tout le monde sait qu'Israël n'a cessé à aucun moment la colonisation, la

construction du mur, les agressions et refuse d'ouvrir des institutions (palestiniennes) à Jérusalem », a-t-il indiqué.

L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386315>

La crise entre Abbas et le Hamas s'envenime

La crise entre le président palestinien Mahmoud Abbas et le Hamas s'est aggravée hier avec une nouvelle escalade verbale, rendant improbable une réconciliation dans un avenir prévisible.

M. Abbas, chef du parti Fateh, a ainsi fixé un ultimatum « aux putschistes » du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, pour accepter un dialogue de réconciliation d'ici à la fin de l'année, faute de quoi il convoquera des élections générales.

M. Abbas a affirmé cela dans un discours télévisé à l'occasion de sa désignation comme « président de l'État de la Palestine » par une instance-clé de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Le Conseil central de l'OLP (CCOLP), réuni à Ramallah, a élu dimanche M. Abbas, dont le maintien à la tête de l'Autorité palestinienne après le 8 janvier est contesté par le Hamas, « président de l'État de Palestine ».

Le Hamas a pour sa part tourné en dérision la désignation de M. Abbas comme « président de la Palestine », l'accusant de « manœuvre » pour contourner la prochaine expiration de son mandat. « La notion d'un État, c'est un territoire, un peuple et un pouvoir. Et pour qu'il soit représentatif, le président de cet État doit être élu par le peuple et non pas désigné par une instance dépourvue de légitimité comme le Conseil central » de l'OLP, a déclaré le plus influent des dirigeants du Hamas à Gaza, Mahmoud Zahar, lors d'une conférence de presse. À Gaza, M. Zahar a rejeté de nouveau la tenue de nouvelles élections législatives.

À Damas, le chef en exil du Hamas Khaled Mechaal a pour sa part affirmé que M. Abbas « a été nommé président d'un État qui n'existe pas ».

L'Orient-Le Jour

25 novembre 2008.

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386385>

1-6 Des Canons ... pas du beurre.

Bethléem : déploiement de l'AP pour Noël

Environ 900 soldats de l'Autorité palestinienne seront envoyés à Bethléem pour maintenir l'ordre pendant les célébrations de Noël.

Les Palestiniens demandent à Israël de les autoriser à rester sur place après les vacances.

Ces derniers mois, les forces de sécurité de l'AP se sont déployées dans trois villes de Judée-Samarie, Naplouse Jénine et Hébron, conformément à la campagne de maintien de l'ordre du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Bethléem deviendrait la quatrième ville sur la liste si les forces de sécurité sont autorisées à rester. Diab al-Ali, un commandant de la sécurité palestinienne, a déclaré que les négociations avec Israël se poursuivaient, et qu'il pensait que la décision serait prise d'ici la fin de la semaine.

Abbas essaye de renforcer son autorité en Cisjordanie et de rassurer Israël ainsi que la communauté internationale sur la capacité de ses troupes à maintenir l'ordre et arrêter les résistants.

Quoi qu'il arrive, Israël conserve le contrôle de la sécurité dans son ensemble, et les troupes de l'armée israélienne mènent souvent des raids d'arrestation dans les territoires malgré la présence des soldats de l'AP. Des responsables israéliens ont confirmé le déploiement de Noël. Tsahal n'a pas encore commenté la demande de maintien des troupes de l'AP à Bethléem après la période de fêtes.

AP pour le marché Israélien

11.24.08

<http://fr.jpost.com/servlet/>

1-7 Des Canons ... pas du beurre.

Abou Zouhri : les palestiniens souffrent énormément du silence arabe et international.

Le mouvement du Hamas a organisé une marche massive dans le camps des réfugiés palestiniens, à Damas, pour protester contre le blocus israélien et sa politique sauvage contre un million et demi d'habitants de la Bande de Gaza et condamner le silence honteux de la communauté internationale et des gouverneurs arabes.

"La nation arabe, musulmane, les hommes libres au monde, les dirigeants et les gouverneurs doivent tous prendre leurs responsabilités humaines et juridiques pour condamner fortement la barbarie de l'occupation qui impose un blocus injuste et une punition collective contre les habitants de la Bande de Gaza", a déclaré Abou Zouhri dans une déclaration exclusive au centre palestinien d'information.

"La chose qui touche profondément les habitants de la Bande de Gaza, malgré le blocus très sévère de l'occupation, est le silence honteux des dirigeants arabes qui poursuivent de regarder la tragédie de leurs frères à Gaza, alors que l'occupation continue de les exterminer avec sang froid", a ajouté Abou Zouhri en condamnant la poursuite du blocus malgré les appels de l'ONU.

Abou Zouhri, et l'écrivain analyste palestinien, Bachar Saïd, ont qualifié le blocus israélien de crime de guerre qui continue de commettre une crise humanitaire catastrophique, notamment contre les enfants, les malades et les personnes âgées, tout en appelant à mettre fin immédiatement au blocus criminel qui a conduit directement à la mort de 260 palestiniens.

CPI

22/11/2008

2 Politique Israélienne

Olmert

Olmert effectue une visite d'adieu aux Etats-Unis

Olmert devrait demander la « consolidation » des promesses américaines faites à Israël, notamment en ce qui concerne l'aide militaire, avant la passation des pouvoirs à Washington.

Cette visite, note le journal, la dernière avant que les deux hommes ne quittent le pouvoir, est moins suivie que les précédentes par la presse israélienne, la plupart des médias israéliens ayant renoncé à envoyer des correspondants spéciaux pour suivre le Premier ministre. Ehud Olmert ne devrait pas rencontrer de membres proches de l'équipe du président élu, Barack Obama.

Editeur : [La France en Israël](#)

<http://194.90.243.96>

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

L'occupation ignore complètement les appels de l'ONU pour sauver Gaza. (Malgré les appels de l'ONU pour mettre fin au blocus)

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon regrette fortement l'ignorance de l'occupation israélienne aux appels urgents de l'ONU pour mettre fin au blocus sévère et arbitraire contre un million et demi d'habitants de la Bande de Gaza qui sont encerclés, depuis plus de deux ans, chose qui a causé une crise humanitaire sans précédent dans l'histoire contemporaine.

Ban Ki-Moon a renouvelé, le vendredi 21/10, ses appels pour sauver la situation catastrophique dans la Bande de Gaza, après le renforcement des mesures et pratiques sauvages de l'occupation, en privant les Habitants innocents de la Bande de Gaza de carburant et des besoins nécessaires en frappant tous les secteurs, notamment le secteur sanitaire et économique.

Pour sa part, le sous-secrétaire général de l'Onu chargé de la coordination des affaires humanitaires, John Holmes, a appelé l'occupation israélienne à mettre fin immédiatement au blocus injuste contre la bande de Gaza.

"Le blocus imposé contre un million et demi d'habitants de Gaza est totalement inacceptable", a souligné vendredi John Holmes.

Notons que Ban Ki-Moon a téléphoné au premier ministre de l'occupation, Ehud Olmert, en l'appelant à mettre fin aux souffrances des habitants de la Bande de Gaza dont leur vie est devenue complètement détériorée à cause du blocus arbitraire et illégal, et en exigeant l'entrée des équipes de secours humanitaires de l'Onu à Gaza, mais l'occupation continue de négliger ses appels et renforce son blocus sévère contre les habitants de Gaza.

Suite à la politique d'ignorance de l'occupation aux appels de la communauté internationale pour mettre fin au blocus, le secrétaire générale de l'Onu a condamné, vendredi, le refus de l'occupation à ses appels humanitaires pour sauver les habitants innocents après la situation catastrophique dans la bande de Gaza. L'occupation israélienne continue de punir tous les habitants de la bande de Gaza, sous prétexte de lancement des roquettes par la résistance palestinienne qui lutte depuis plus de 60 ans contre les crimes continuels des forces de l'entité sioniste qui utilisent des armes interdites contre les palestiniens innocents.

CPI

22/11/2008

2-3 Sur le terrain .

Israël rouvre des points de passage vers la bande de Gaza.

Israël a ouvert lundi des points de passage vers la bande de Gaza pour la seconde fois en trois semaines, autorisant un approvisionnement limité en denrées alimentaires et en fioul.

Les organisations humanitaires estiment que cette ouverture n'aura qu'un impact minime pour la population du territoire palestinien, où les réserves s'amenuisent.

Israël a autorisé l'entrée d'une quarantaine de poids-lourds, dont dix à destination de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNWRA), ont déclaré des responsables.

"Ce n'est pas assez", a réagi Christopher Gunness, porte-parole de l'UNWRA. Il estime que l'agence aurait

besoin d'être approvisionnée par 15 camions chaque jour, pas seulement en vivres mais aussi en livres scolaires bloqués par Israël depuis des semaines.

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a ordonné la réouverture des points de passage après avoir constaté une diminution du nombre de roquettes tirées sur Israël

Le 4 novembre, après un raid de son armée contre des activistes palestiniens, Israël avait interdit à l'UNRWA et autres agences humanitaires de livrer des marchandises au territoire.

Depuis, la seule ouverture des points de passage avait eu lieu le 17 novembre. Une trentaine de camions avaient alors été autorisés à livrer leurs marchandises.

Pour la première fois depuis le 12 novembre, Israël a aussi autorisé l'approvisionnement en combustible de l'unique centrale électrique de la bande de Gaza, une décision qui devrait permettre de limiter temporairement les coupures de courant.

Toutefois, le ministre de la Santé du Hamas, Bassim Naïm, a déclaré que Gaza faisait face à une "véritable crise qui ne (pouvait) pas être atténuée par les stratagèmes sionistes".

Malgré les incidents qui les opposent, l'Etat juif et le Hamas ont laissé entendre qu'ils souhaitaient pérenniser leur trêve conclue sous médiation égyptienne et entrée en vigueur le 19 juin dernier.

Ce cessez-le-feu exige du Hamas qu'il cesse les tirs de roquettes et autres attaques contre Israël.

Il réclame aussi que l'Etat juif desserre progressivement son blocus imposé il y a plus d'un an sur le territoire, quand le Mouvement de résistance islamique s'en est emparé aux dépens des forces du Fatah de Mahmoud Abbas.

Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe

lundi 24 novembre 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5162

Israël autorise le passage de l'aide humanitaire et du fioul à Gaza

Israël a autorisé hier la livraison de denrées de première nécessité et de carburant dans la bande de Gaza. Les chargements de trente camions ont été transférés à travers le point de passage de Kerem Shalom (Sud), a indiqué à l'AFP un porte-parole militaire, Peter Lerner. M. Lerner a par ailleurs indiqué que le terminal de Nahal Oz pour les carburants entre Israël et la bande de Gaza avait également ouvert pour permettre le transfert de fioul destiné à la centrale électrique dans ce territoire.

Israël a renforcé le 5 novembre le blocus imposé à la bande de Gaza.

Cette mesure, maintenue par le ministre israélien de la Défense Ehud Barak, a été adoptée en riposte à la reprise des tirs de roquettes et d'obus de mortiers vers le sud d'Israël, après une opération de l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Israël empêche également les journalistes étrangers et les diplomates de pénétrer à Gaza, arguant que l'ouverture du point de passage d'Erez pour les personnes mettrait en danger son personnel.

M. Barak a réaffirmé sa position en faveur du maintien de la trêve à Gaza avec le Hamas. « Je ne regrette aucun des mois d'accalmie » écoulés depuis cette trêve, a déclaré M. Barak. Rejetant les appels de l'opposition de droite pour une opération d'envergure à Gaza afin de mettre fin aux attaques contre le territoire israélien, il a toutefois ajouté : « Si une opération préventive devait s'avérer nécessaire, l'armée agira. »

Parallèlement, quatre cents policiers égyptiens ont été envoyés hier en renfort au terminal frontalier de Rafah avec la bande de Gaza pour contrer une éventuelle tentative de passage en force de Palestiniens, a-t-on appris auprès des services de sécurité.

25 novembre 2008.

L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=386386>

2-4 Les grandes manœuvres...

21 11

Ehud Barak n'exclut pas des « opérations complexes » pour libérer Guilad Shalit

Le ministre de la Défense, Ehud Barak, a déclaré hier qu'il est déterminé à obtenir le retour du soldat enlevé Guilad Shalit en Israël et que les forces israéliennes œuvrent en ce sens jour et nuit, « même si cela nécessite des décisions difficiles et des opérations complexes ». « Il faut se souvenir d'une chose : Guilad ne rentrera pas chez lui grâce à des décisions populistes »,

Editeur : [La France en Israël](#)

<http://194.90.243.96>

Trois observateurs, Darlene Wallach des États-Unis, Vittorio Arrigoni d'Italie, et Andrew Muncie d'Écosse, ont été kidnappés par la marine israélienne...

Prison de Massiyahu, Lida, Israel (20 Novembre, 2008)

Les trois observateurs des droits de l'homme du Mouvement de Solidarité Internationale (ISM) ont commencé

une grève de la faim aujourd'hui pour protester contre la confiscation illégale de bateaux des pêcheurs palestiniens par Israël. Les trois observateurs, Darlene Wallach des États-Unis, Vittorio Arrigoni d'Italie, et Andrew Muncie d'Écosse, ont été kidnappés par la marine israélienne, mardi, alors qu'ils accompagnaient des pêcheurs palestiniens non armés au large des côtes de la bande de Gaza.

Selon Wallach, "Nous pêchions à environ 7 milles nautiques au large de Gaza. Les soldats israéliens se sont approchés de nos trois bateaux dans 4 zodiacs. Des hommes-grenouilles sont montés à bord de chacun des bateaux. Ils ont utilisé une arme paralysante sur Vik alors qu'il était encore sur le bateau, puis ils ont tenté de le pousser en arrière contre un morceau de bois pointu. Il a sauté par-dessus bord pour éviter d'être blessé encore plus qu'il ne l'était et est resté dans l'eau pendant un bon moment.

Quand ils sont venus me chercher, ils m'ont forcé à monter dans le zodiac sous la menace d'une arme à feu. Ils ont dit: «Vous êtes en territoire israélien." même s'il était évident que les trois bateaux se trouvaient en territoire palestinien. Ils nous ont kidnappés, Andrew, Vik et moi et tous les pêcheurs palestiniens."

Israël a enlevé et libéré plus tard les 15 pêcheurs palestiniens kidnappés au cours de l'incident, et la confisqué leurs bateaux de pêche. Les observateurs des droits de l'homme refusent d'être expulsés et de manger, jusqu'à ce que les bateaux soient rendus intacts-à leurs propriétaires légitimes dans la bande de Gaza.

«Nous sommes en grève de la faim et nous voulons aller au tribunal. Pas d'expulsion avant que les bateaux soient rendus aux pêcheurs », disait le texto envoyé cet après-midi par les observateurs depuis la prison.

Au tribunal aujourd'hui, Andrew Muncie a demandé au juge en vertu de quelle loi ils avaient été arrêtés. Selon le juge, leur détention est autorisée par les Accords d'Oslo», parce qu'il est interdit pour vous par le droit militaire de pêcher au-delà de 7 milles nautiques et demi de la côte. Il s'agit d'une zone interdite à la pêche. " Toutefois, les accords d'Oslo autorisent les Palestiniens le droit de pêcher à 20 milles au large de leurs côtes. Lorsque l'avocat d'Andrew a remis une copie de cette partie des accords d'Oslo au juge, elle n'a pas fait de commentaires.

Le 23 août 2008, Wallach, Muncie et Arrigoni faisaient partie des 44 membres du Free Gaza Movement qui étaient à bord des premiers bateaux en 41 ans à entrer dans Gaza par la mer, en brisant le blocus israélien. Ils sont restés dans la bande de Gaza pour participer à des actions des droits de l'homme avec le Mouvement de Solidarité Internationale. Ils vivent et travaillent dans la bande de Gaza depuis l'été, en fournissant un accompagnement aux agriculteurs et aux pêcheurs palestiniens, et en documentant les atteintes aux droits de l'homme d'Israël dans la bande de Gaza.

Les trois observateurs des droits de l'homme vont arrêter de s'alimenter à partir de demain matin jusqu'à ce que les bateaux de pêche confisqués soient rendus à leurs propriétaires dans l'état où ils se trouvaient au moment où les hommes-grenouilles sont montés à bord des bateaux, et que tous les dégâts soient réparés.

PS : Andrew Muncie, le militant écossais a été placé en cellule de détention après la diffusion de leur annonce de grève de la faim

2-6 Politique intérieure israélienne. ...

Jacques Bendelac : Guerre contre son peuple - Pauvreté: 20% des Israéliens étaient pauvres en 2007.

Israël détient le triste record des pays occidentaux en matière de pauvreté

La Sécurité sociale israélienne vient de remettre à jour les chiffres de la pauvreté pour 2007.

En 2007, 1,63 million d'Israéliens vivaient en dessous du seuil de la pauvreté, soit 19,9% de la population.

C'est un taux semblable à celui observé en 2006 (20%).

Le rapport de la Sécu relève une légère baisse de la pauvreté parmi les enfants. En 2007, quelque 773.900 enfants vivaient dans la pauvreté, soit 34,2% des enfants israéliens contre 35,8% l'année passée.

La moyenne des pauvres dans les pays de l'OCDE est de 10,6%, le taux de pauvreté variant entre 5,3% au Danemark et **jusqu'à 17,1% aux Etats-Unis (17,1%)**.

Quant à la majorité des pays européens, ils se caractérisent par un taux de pauvreté "moyen" comme 7,1% en France, 8,3% en Angleterre et 8,8% en Belgique.

Ce rapport indique aussi que le phénomène des "travailleurs pauvres" reste fort: en 2007, 46% des familles pauvres comprenaient un membre qui travaille. Autrement dit, près d'un pauvre sur deux travaille, ce qui tend à montrer que le travail ne garantit plus d'éviter la pauvreté.

Malgré le léger recul en 2007, la pauvreté touche encore de plein fouet certaines couches de la population israélienne, comme les Arabes (51,4% d'entre eux sont pauvres) ou les familles nombreuses de plus de 4 enfants (56,5% d'entre elles sont pauvres).

Les experts estiment que ces chiffres correspondent à la bonne conjoncture économique qui régnait en 2007.

Par contre, la pauvreté devrait redresser la tête en 2008, sous l'effet de la crise financière et de la reprise du chômage.

Jacques Bendelac

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

21 11

Tsahal indique que les points de passage entre l'Etat hébreu et le territoire palestinien contrôlé par le Hamas demeurent fermés.

Après la trêve conclue il y a cinq mois, Israël avait laissé passer au compte-gouttes des biens essentiels. Cette fermeture a provoqué des pénuries pour les 1,4 million d'habitants de la Bande de Gaza, notamment de carburant et d'autres produits de base.

Israël affirme que le blocus sera maintenu tant que continueront les tirs de roquettes.

AP

23 11

Dimanche, Israël continuait de fermer les passages pour le 19e jour consécutif, sous le prétexte que, samedi soir, des projectiles artisanaux étaient tombés sur les villes frontalières israéliennes de Sderot et d'Ashkelon, sans faire de blessés (1).

(1) Si Sderot est effectivement une "ville frontière", car située à 2-3 km de la bande de Gaza, Ashkelon est située à une dizaine de km plus au nord.

L'objectif de ces tirs de roquettes (artisanales, soit, mais parfois meurtrières et de toute façon terroristes pour la population) sur Ashkelon est aussi, apparemment, de démontrer que leur portée est désormais plus longue (ndt).

Ma'an, 23 novembre 2008

<http://www.maannews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=33447>

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

<http://www.lapaixmaintenant.org/>

23.11

Après un week-end tendu mais relativement calme à Hébron, les responsables de la sécurité ont exprimé leur inquiétude samedi : ils redoutent que certains soldats refusent de procéder à l'expulsion des Juifs résidant dans l'immeuble "disputé".

Selon des responsables de l'armée, les soldats et les policiers qui habitent en Judée-Samarie pourraient refuser de participer à l'opération.

Les neuf familles qui résident à Beit Hashalom n'ont pas obtempéré à l'ordre d'évacuation rendu par la Cour Suprême. Les forces de sécurité n'ont pas procédé à l'expulsion immédiatement, et cinq familles supplémentaires ont pu emménager dans l'immeuble, dont la famille du député Shas Nissim Zeev.

The Jerusalem Post

24.11.08

Le ministre de la guerre Barak a décidé lundi de rouvrir les points de passage entre Israël et la bande de Gaza, et de permettre le transit de marchandises humanitaires, comprenant des médicaments, de la nourriture et de l'essence, a déclaré le ministère de la Défense.

Cette décision a été prise après consultation de plusieurs hauts-responsables, dont l'adjoint de Barak, Matan Vilnai, précise la déclaration.

Les points de passage étaient fermés depuis le 5 novembre,

S'adressant aux comités des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, Barak a affirmé qu'il ne regrettait pas la trêve avec le Hamas, et a estimé que la situation allait à nouveau se stabiliser.

Source : The Jerusalem Post

Reportage : Dans la spirale de la violence

La tension entre bédouins et policiers est montée d'un cran après des affrontements qui se sont soldés par quatre morts et une prise d'otages de policiers, la semaine dernière.

Al-Ahram Hebdo

Semaine du 19 au 25 novembre 2008, numéro 741

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2008/11/19/enqu0.htm>

2-11 Politique extérieure.

Jérusalem: Israël refuse l'entrée du nonce Antonio Franco dans la Bande de Gaza

Selon le Patriarcat latin de Jérusalem, Israël a empêché Mgr Antonio Franco, nonce apostolique en Israël et délégué apostolique à Jérusalem et en Palestine, et les prêtres du Patriarcat latin, de pénétrer dans la bande de Gaza pour y célébrer la messe. Le nonce avait pourtant effectué mardi dernier les démarches

règlementaires exigées par le Ministère israélien des Affaires étrangères et le haut commandement de l'armée israélienne. Arrivé à 8h15 environ dimanche au point de passage d'Erez, le nonce, accompagné des Pères Shawki Bateria et Humam Khzouz, prêtres du Patriarcat latin, et la secrétaire de la délégation, se sont vus refuser le passage.

La délégation a passé plus de trois heures au "check-point". La prise de contact avec de hauts responsables du Ministère israélien des Affaires étrangères et du Bureau de l'administration civile n'a rien donné, les autorités israéliennes refusant absolument de laisser entrer la délégation dans la bande de Gaza, note le Patriarcat latin.

Un porte-parole du Ministère israélien des Affaires étrangères a bien tenté d'expliquer que l'interdiction de passer imposée au représentant du Vatican était due à la menace permanente que font peser les roquettes palestiniennes et les attentats suicide sur les points de passage entre Israël et Gaza. Mais il n'a pas pu dire pourquoi, dans le même temps où la délégation catholique était bloquée à Erez, plusieurs véhicules de la Croix-Rouge et des Nations Unies étaient autorisés à entrer, tandis qu'un certain nombre de Palestiniens de la Bande de Gaza avaient pu sortir.

25.11.2008 - Jacques Berset

http://www.kipa-apic.ch/meldungen/sep_show_fr.php?id=4693

2-12 Politique d'emprisonnement

Rapport : La persécution des députés du peuple palestinien continue dans les prisons israéliennes.

Les autorités de l'occupation israélienne retiennent encore dans leurs prisons quarante députés du Conseil Législatif Palestinien, le président Dr. Aziz Duwik en tête.

Riyad Al-Ashqar, directeur d'information au ministère palestinien des captifs et des libérés, précise que parmi les kidnappés se trouvent trois députés qui sont considérés sur le compte du mouvement du Fatah. Marwan Al-Barghouthi. Djamel Hwel. Djamel Al-Tirawi. Il y a aussi un député compté comme membre du Front Populaire : Ahmed Sa'dat. Et trente-six députés enlevés font partie de la liste « Changement et réforme », filiale du mouvement du Hamas. En plus des députés, l'ancien ministre des captifs Wasfi Qabha est aussi emprisonné. 14 députés ont été condamnés. La perpétuité pour Marwan Al-Barghouthi. Le député Mohammed Djamel An-Natcha est isolé dans le centre Ar-Ramla depuis six ans.

Bien qu'ils aient fini la période de leur condamnation, les occupants israéliens refusent la libération de plusieurs députés : Abdou Ar-Rahman Zaydan, Samir Al-Qadi, Mohammed Abou Jhaicha, Ibrahim Abou Salem et Wail Al-Hossayni. Le reste des députés sont enfermés sans chef d'accusation, sans jugement.

Illégitimité

Al-Achqar souligne que l'enlèvement des députés et ministres palestiniens représente un acte illégitime selon toutes les traditions et conventions internationales. Cet acte a pour but de détruire la fonction du Conseil Législatif Palestinien, ainsi que tout le système politique palestinien. Tous ces agissements servent à pratiquer une forte pression dans un but de récupérer le soldat israélien enlevé Gilat Shalit.

L'occupant retient ces députés pour des raisons politiques. Il n'a donc pas le droit de les condamner. En outre, l'occupant israélien avait, lui-même, accepté la participation des listes dont les députés faisaient partie aux élections législatives palestiniennes.

Cet occupant veut dénuder ces députés de leur légitimité et montrer au monde entier qu'ils seront traités comme tout un chacun, sans les droits et l'immunité parlementaire qui existent partout dans le monde.

Négligence médicale

Les députés palestiniens enfermés dans les prisons palestiniennes souffrent de différentes maladies, sans avoir pour médicament autre que quelques calmants. La plupart d'entre eux sont des personnes âgées qui souffrent de plusieurs maladies à la fois. Le président du conseil Duwik, à titre d'exemple, souffre du diabète, d'une anémie, d'un calcul du foie. Sa santé ne cesse de se détériorer. Il a besoin d'une opération chirurgicale. Mais cela fait plusieurs mois que l'administration pénitentiaire israélienne fait la sourde oreille.

Le député Azzam Salhab, 52 ans, souffre d'une tension artérielle, tellement avancée qu'il tombe assez souvent dans les pommes. Il est une fois tombé et s'est fait mal au genou, un genou qui a besoin d'une opération chirurgicale. Quand l'aura-t-il, cette opération ? Personne ne peut répondre, avec ces occupants qui jouent avec la vie du peuple palestinien.

Et on ne fait que donner quelques exemples. Les autorités de l'occupation israélienne privent les députés de tout soin nécessaire.

Difficultés

Les autorités de l'occupation israélienne font tout pour humilier les députés du peuple palestinien. Elles les privent même de la nourriture. Elles les déplacent assez souvent d'une prison à une autre. Ils sont présentés à l'audience des tribunaux les mains et mêmes les pieds liés.

Et pour des raisons futiles, ils sont privés de leur droit de visite. La direction de la prison contrôle les rencontres des députés avec leurs avocats. Des rencontres qui se passent à travers un mur de verre.

Moral d'acier

En dépit de ce qu'ils endurent, leur moral reste imperturbable. Les députés continuent à refuser l'occupation. Ils profitent de chaque minute de leur incarcération pour apprendre le Saint Coran et toutes sortes de savoir.

Le ministère palestinien des captifs et des libérés appelle enfin tous les hommes libres à prendre une position positive et ferme face à la question de l'enlèvement des députés élus de façon démocratique et à pratiquer toutes les pressions possibles sur l'occupation israélienne afin qu'elle arrête ses violations du droit international et humanitaire.

CPI

23/11/2008

Israël aurait assoupli ses positions dans les négociations concernant Shalit

Selon le Haaretz, Israël aurait dernièrement assoupli sa position dans le cadre des négociations pour la libération de Shalit, le soldat détenu par le Hamas. Israël aurait ainsi remis au Hamas, par le biais de médiateurs, une nouvelle liste de prisonniers qu'il serait prêt à libérer en échange du soldat. Cette liste comprendrait 220 des 350 prisonniers ayant commis des crimes « lourds » et dont le Hamas réclame la libération. Israël aurait ainsi ajouté à la liste précédente transmise au Hamas les noms de 70 prisonniers réclamés par le Hamas

L'écart entre ce que réclame le Hamas et ce qu'est prêt à donner Israël reste toutefois considérable. Le Hamas, rappelle le journal, réclame la libération de 1 400 prisonniers, un nombre qu'Israël est, semble-t-il, prêt à accepter. Mais la principale divergence ne concerne pas le nombre de prisonniers mais leur « qualité » et c'est pourquoi les 450 prisonniers considérés comme « lourds » sont au cœur des négociations. Le Hamas a transmis à Israël les noms de 350 d'entre eux et depuis lors, Israël a augmenté progressivement le nombre de prisonniers qu'il se propose de libérer sur cette liste, le comité ministériel chargé du dossier ayant finalement approuvé la libération de 220 prisonniers sur 350. Israël attend maintenant la réponse du Hamas à cette nouvelle proposition.

Dans un discours prononcé hier à la Knesset, le ministre de la guerre Baraka déclaré qu'une opération de grande envergure dans la bande de Gaza risque fort de porter préjudice aux efforts faits pour obtenir la libération de Shalit et de retarder notablement cette libération.

M. Barak s'en est pris à l'opposition de droite qui appelle à envahir la bande de Gaza, affirmant qu'il n'y a pas de « solution magique » face à la menace du Hamas. Il a en outre déclaré ne pas regretter un instant la trêve conclue dans la bande de Gaza, affirmant que celle-ci sert les intérêts d'Israël.

25 novembre

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5164

3 Politique Internationale des territoires occupés

1 Pays Arabes & voisins

Jordanie

La Jordanie envoie une aide humanitaire dans la bande de Gaza.

-- La Jordanie a envoyé des convois humanitaires dans la bande de Gaza pour aider à atténuer les souffrances des Palestiniens causées par le blocus israélien, selon l'organisation humanitaire jordanienne JHCO.

Le secrétaire général de l'organisation Mohammed Majid Aitan a indiqué que le convoi de dix camions transporte des médicaments et des aliments qui seront distribués en coopération avec le Croissant Rouge, l'Agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés de Palestine (UNRWA) et l'Autorité nationale palestinienne.

Le roi de Jordanie Abdallah II a indiqué dimanche au cours d'une réunion avec les ambassadeurs de l'Union européenne en Jordanie que la poursuite du blocus imposé par Israël crée une "catastrophe humanitaire" avec un impact destructif sur les Palestiniens.

Il a exhorté la communauté internationale à se mobiliser rapidement pour lever le blocus israélien et faciliter l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza.

Malgré les requêtes de l'UE et de l'ONU, Israël a poursuivi une fermeture totale des terminaux frontaliers, principaux points de passage pour le carburant et l'aide humanitaire, en réponse aux tirs de roquettes et de mortiers sur des villes israéliennes frontalières depuis Gaza.

La JHCO a jusqu'ici envoyé 243 convois chargés d'aide médicale et humanitaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour alléger les souffrances du peuple palestinien, selon l'organisation.

24 novembre

(Xinhua)

http://www.french.xinhuanet.com/french/2008-11/25/content_767765.htm

De : PMF-Bureau national pmfnet@yahoo.fr

Objet : Gaza vu par le Quotidien d'Oran

2 Le Monde

1 Les institutions et leurs satellites

Onu

20-11

La commissaire générale de l'Unwra, l'organisme des Nations unies chargé de venir en aide aux réfugiés palestiniens, a affirmé que la bande de Gaza risquait de connaître une « catastrophe » humanitaire si le blocus israélien devait se poursuivre.

Hier, les points de passage entre Israël et la bande de Gaza sont restés fermés en représailles aux tirs de roquette depuis le territoire palestinien, a déclaré un responsable

L'Onu juge "inacceptable" le bouclage de la bande de Gaza.

Le sous-secrétaire général de l'Onu chargé de la coordination des affaires humanitaires, John Holmes, a exhorté vendredi Israël à mettre fin au bouclage de la bande de Gaza qu'il a qualifié d'"inacceptable".

"Les mesures qui augmentent les difficultés et les souffrances de la population civile de la bande de Gaza dans son ensemble sont inacceptables et doivent cesser immédiatement", a dit Holmes dans un communiqué.

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon a déclaré mardi par téléphone au Premier ministre israélien Ehud Olmert qu'il était très préoccupé par la situation humanitaire à Gaza et il lui a demandé d'autoriser l'entrée dans le territoire de travailleurs humanitaires de l'Onu.

Le lendemain, le ministre de la Défense, Ehud Barak, a rejeté cet appel en déclarant à la radio de l'armée israélienne qu'il fallait que le calme revienne pour que les postes-frontières soient rouverts.

Le service de presse de l'Onu a par ailleurs publié un communiqué disant que Ban a "souligné l'importance de voir Israël autoriser d'urgence la livraison d'une assistance humanitaire à la population civile de Gaza et regrette qu'il n'ait pas encore été donné suite à ses appels".

Ban a aussi réitéré "sa condamnation des attaques, notamment à la roquette, par des activistes palestiniens contre des objectifs civils israéliens".

PÉNURIES

Israël a bouclé la bande de Gaza à la suite de tirs quotidiens de roquettes palestiniennes en riposte à une incursion, le 4 novembre, de l'armée israélienne dans le territoire côtier contrôlé par le Hamas alors qu'un cessez-le-feu conclu sous l'égide de l'Égypte y était dans l'ensemble respecté depuis cinq mois.

Outre les pénuries alimentaires qui frappent 750.000 Palestiniens, soit la moitié environ de la population de la bande de Gaza, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a fait savoir que, faute de liquidités, elle ne pourrait plus, après jeudi, distribuer d'argent à 98.000 Gazaouis pauvres.

"La population souffre de coupures d'électricité quotidiennes et de pénuries de gaz, de produits frais et d'eau", a souligné le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires des Nations unies (Ocha).

Holmes a aussi averti que les distributions de vivres par l'UNRWA seraient probablement à nouveau suspendues prochainement si le ravitaillement n'est pas autorisé à pénétrer à Gaza.

L'agence avait suspendu temporairement la distribution de vivres à Gaza la semaine dernière en raison du bouclage israélien.

Le communiqué de l'Ocha ajoute que Holmes s'inquiète en particulier de ce que "la dignité humaine et le bien-être des civils de Gaza, dont plus de la moitié sont des enfants, ne semblent pas être une question importante pour les parties au conflit".

Louis Charbonneau, version française Nicole Dupont

21 11

3- Organisations Mondiales & régionales.

Quartette pour la paix au Proche-Orient

21 11

Tony Blair, l'émissaire du Quartette pour la paix au Proche-Orient, a appelé à la fin des tirs de roquettes et à la réouverture "immédiate" des points de passage pour laisser entrer dans la Bande de Gaza "les produits humanitaires et commerciaux essentiels, tels le carburant, la nourriture et les médicaments".

AP

6 Ue

Solana : l'Union Européenne ne peut pas finir le blocus imposé contre Gaza.

Le haut coordinateur de la politique étrangère et de la sécurité de l'Union Européenne, Javier Solana, a dit que l'Union Européenne ne peut pas finir le sévère blocus sioniste imposé contre la bande de Gaza, après que l'ONU, ainsi que plusieurs organisations et sociétés nationales ont averti d'une catastrophe humaine, non précédente, qui va causer la mort des centaines de palestiniens, notamment les malades à cause du blocus israélien injuste.

Solana a ajouté lors d'une conférence de presse après ses négociations avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, que l'Union Européenne va présenter ses aides humaines à la bande de Gaza encerclée sans montrer le moyen.

Il est à souligner que le Quartet pour le moyen Orient va tenir une réunion le mois prochain.

CPI- 22/11/2008

5 Médias/Vidéos

5 1 H. Ben Yaïche : " Un cas typique de désinformation".

Entretien réalisé par Hichem Ben Yaïche

Impossible de laisser le silence médiatique envelopper le remarquable livre de Guillaume Weill Raynal "Une haine imaginaire ? Contre-enquête sur le "nouvel antisémitisme" ? " (éd. Armand Colin).

Sous d'autres cieux, il aurait provoqué un débat salubre sur des questions hypersensibles, mais de grande importance. Par la qualité de l'argumentation et l'économie de mots -- tout est pesé, analysé avec un rare souci de précision -- l'auteur, qui est avocat dans la vie, sait manier, à la perfection, le détail qui tue.

Dans cette rencontre, il explique pourquoi son ouvrage a été l'objet de l'ostracisme médiatique, explique la place du judaïsme français et ses rapports avec Israël, ainsi que les relations Juifs-Arabs en France. Des propos décapants d'un libre penseur.

Entretien.

La vocation de Vigirak, qui rassemble des universitaires, des chercheurs, des experts et des journalistes, est de réfléchir à des problématiques liées à la guerre de l'information, la guerre psychologique, la désinformation, etc. Comme l'indique le nom de notre site, l'Irak constitue notre champ d'observation privilégié. Il n'en reste pas moins qu'on rencontre ces questions ailleurs, comme en Ukraine, au Venezuela ou en Ouzbékistan, par exemple, ou même en France. D'où la mise en ligne de cet entretien de notre ami Hichem ben Yaïche avec Guillaume Weill Raynal, suite à la sortie de son dernier ouvrage.

Qu'est-ce qui vous a conduit à écrire ce livre ? Expliquez-nous le cheminement de votre pensée.

GWR : L'idée d'écrire ce livre m'est venue à la fin de l'année 2001. Jusqu'alors, je m'étais intéressé à tout ce qui pouvait concerner l'actualité du Proche-Orient et, par extension, à ce qui pouvait concerner les Juifs de France, mais de loin, sans m'impliquer en aucune façon dans une quelconque démarche communautaire. C'était surtout une réflexion individuelle sur ce que signifie être juif, aujourd'hui, lorsque l'on n'est ni croyant ni pratiquant, en étant imprégné, malgré tout, d'une identité juive impossible à occulter. Cette « distanciation » de ma part était mal comprise par certains. Pas encore une trahison, mais déjà une forme d'infidélité... Au contraire, il me semble que la condition du juif diasporique, « le cul entre deux chaises », s'inscrit dans une tradition qui ne renie en rien la tradition du judaïsme qui est avant tout celle du questionnement. Mes amis français -- non-juifs -- s'interrogent à peu près autant sur leur « identité » française que le poisson rouge s'interroge sur l'eau de son bocal : ils ne la voient même pas... Alors que nous, nous sommes non pas déchirés mais « interpellés » par une double identité Juifs-Français. Triple, même, si l'on y ajoute notre relation, incontournable, avec Israël, sur fond d'un passé et d'une Histoire pour le moins « mouvementés ». C'est compliqué, mais c'est passionnant ! Or, fin 2001, j'ai été abasourdi par l'émergence du discours sur le « nouvel antisémitisme » qui, durant quatre ans, a pris la forme d'un véritable tsunami. Un discours totalement déconnecté de la réalité ! Pire, il érigeait au cœur de l'identité juive la haine supposée universelle que la France nous témoignerait, particulièrement à travers ses médias et ses élites. Avec, pour corollaire, que nous serions fondés, en retour, à cultiver à leur égard une haine au moins égale ! C'est un discours effrayant lorsqu'on en imagine les conséquences si on le pousse au bout de sa logique. Relayé par des « sommités » universitaires, il faisait l'objet d'une acceptation unanime et il était interdit d'y apporter ne fût-ce qu'une simple réserve ou le moindre bémol. J'ai donc voulu réagir, non pas par un « coup de gueule » sommaire, mais par une réfutation la plus précise et la plus complète possible.

Pourquoi ce silence de plomb dont votre livre a fait l'objet depuis sa parution ? Est-il à ce point dérangeant ?

GWR : Peut-être, justement, en raison du caractère précis de cette réfutation : ceux dont je critique le discours se sont soigneusement abstenus de répondre. Comme s'ils refusaient tout débat sur cette question. Ils n'acceptent de réagir ou de répliquer que lorsque c'est sans risque ! Ils ne connaissent pas d'autre forme de discussion que la logomachie, les anathèmes et les clichés que chacun se lance au visage. Quant aux médias, c'est plus complexe. Ils veulent bien se faire l'écho des polémiques une fois que celles-ci sont sur la place publique, mais craignent parfois d'en prendre l'initiative. Surtout sur un sujet aussi brûlant ! Seuls, Marianne et Le Monde Diplomatique ont passé outre à ce conformisme pusillanime.

Dans ce livre que vous avez sous-titré « contre-enquête sur le nouvel antisémitisme », vous avez écrit, notamment : « Jamais la question de l'antisémitisme n'aura été à ce point dévoyée, instrumentalisée comme arme d'intimidation et de disqualification ». Qui visez-vous concrètement ?

GWR : Les personnes que je nomme... Et leurs travaux que je cite ! J'insiste sur ce deuxième terme car certains m'ont reproché la « violence » de mon livre en disant qu'il consistait en une longue liste d'attaques *ad hominem*. Non ! Car encore une fois, je fais un examen critique sérieux et complet de tout ce que ces personnes ont dit et écrit. Pour les nommer, il s'agit, entre autres, de Pierre-André Taguieff, Jacques Tarnero,

et Alain Finkielkraut. Ces intellectuels occupent le champ médiatique avec beaucoup d'audience et de succès. Ils instruisent le procès en antisémitisme de chacun et s'étonnent qu'on veuille leur répondre. Ce ne sont pas eux les victimes. N'invertissons pas les rôles !

Comment expliquez-vous qu'une vingtaine d'intellectuels -- juifs et non juifs -- aient ainsi validé ce procès à partir d'un discours « bâti sur du vide », pour reprendre vos propres termes ?

GWR : Il faudrait leur poser la question. Nous sommes face à un cas typique de désinformation, même si ce mot peut sembler usé. Les motivations de ceux qui composent la « caisse de résonance » sont nombreuses et complexes. Certains se trompent de bonne foi. D'autres sont totalement opportunistes. Ces deux attitudes peuvent se combiner chez une même personne. La vanité favorise souvent l'aveuglement... Il existe aussi, dans les théories de la désinformation, un mécanisme de « vampirisation » où, une fois la machine lancée, le désinformé se transforme, à son tour, en désinformateur. Chacun répète ce que dit l'autre. L'idée reçue est ainsi validée progressivement et se transforme en dogme.

Pourquoi tant de difficultés, pour ne pas dire d'inhibitions, dès que l'on débat, en France, d'Israël et des Juifs ? À quoi attribuez-vous cette « nervosité », cette hyper-réactivité ?

GWR : Heureusement, il existe encore des milieux intellectuels où l'on peut aborder ces questions dans une grande liberté de ton entre personnes de toutes origines. Il n'y a pas de question taboue dès qu'on cesse de prêter à l'autre des arrière-pensées qu'il n'a pas. Mais les intellectuels qui parlent, aujourd'hui, au nom de la communauté juive versent trop souvent dans le travers que vous évoquez. Ne nous voilons pas la face : les cicatrices ne sont pas encore refermées. La Shoah demeure, et c'est normal, un immense traumatisme pour la communauté juive, et aussi pour la société française dans son ensemble. De là cette difficulté, cette « nervosité » dès qu'il est question des Juifs et d'Israël. Le problème est que, depuis soixante ans, d'autres traumatismes historiques -- et ils sont très nombreux -- sont venus se mélanger à tout ça. La majorité des Juifs de France sont issus de familles séfarades qui n'ont pas connu directement le génocide nazi -- mais qui y sont extrêmement sensibles -- alors qu'ils ont souvent subi les déchirures de la décolonisation dont, curieusement, ils parlent assez peu. Inversement, nous voyons un intellectuel comme Finkielkraut dont la famille a été exterminée par les nazis se fourvoyer sur la « question » coloniale telle qu'elle se pose aujourd'hui en France. Cette question est, en fait, l'expression d'un malaise social et identitaire qui s'est récemment exprimé à travers « l'Intifada » des banlieues, mais que l'on ne peut réduire à ce seul phénomène, très spectaculaire il est vrai. Le rôle des intellectuels, et au premier rang ceux de la communauté juive, serait d'aider l'opinion publique à y voir plus clair sur ces questions. Ce n'est pas ce qu'ils font actuellement.

Et que dire, alors, de la radicalisation des instances communautaires - notamment mais pas seulement Roger Cukierman, l'actuel président du CRIF - qui, par certaines de leurs prises de positions, sont parfois plus « israéliens » que les Israéliens eux-mêmes ?

GWR : Les organismes « institutionnels » -- pas seulement chez les Juifs ! -- ont une tendance naturelle à glisser vers un conformisme de la pensée qui, à terme, ne s'exprime plus que par la langue de bois. Le rôle des intellectuels qui conseillent les représentants communautaires est justement de lutter contre ce penchant. Le problème est que le président du CRIF semble bien mal entouré et bien mal conseillé. Ce sont ces intellectuels dévoyés dont je parle qui sont les premiers responsables. Bien plus que Roger Cukiermann. Vous paraissez aussi attaché à Israël et à la communauté juive qu'au souci de penser librement, au-delà des réflexes « communautaristes ». Comment jugez-vous l'évolution de la communauté juive en France ? Son positionnement vis-à-vis de l'Etat d'Israël ? Quel est, pour vous, le rôle de la diaspora ?

GWR : Merci pour votre compliment. Malheureusement, il n'est pas très partagé dans la communauté juive depuis la parution de mon livre. Quant aux questions que vous me posez, certains vous diront peut-être que je n'ai aucune qualité pour parler au nom de la communauté juive, ne m'y étant jamais investi au moindre titre. Ce qui est vrai. Mais je peux avoir mon avis sur ce qui s'y passe, et j'ai du mal à comprendre son évolution. Je partage son attachement pour l'existence d'Israël et j'admets que le président du CRIF puisse, à ce titre, critiquer publiquement le gouvernement sur sa politique étrangère comme un syndicat agricole le ferait au sujet des quotas laitiers... Mais de là à accuser la France d'antisémitisme en présence de 16 ministres de la République invités au dîner du CRIF, en montant en épingle les péripéties qui ont entouré le décès d'Arafat ! Cette sortie lamentable de Cukiermann a été condamnée par des membres éminents du CRIF et même par l'ambassadeur d'Israël en France. C'est vous dire !

Selon vous, les représentants de la communauté juive s'inquiéteraient à tort de l'évolution de la société française, de l'émergence, en son sein, d'une communauté et d'une identité arabes ?

GWR : Je suis de gauche, mais il faut reconnaître que Nicolas Sarkozy a été un des premiers à prendre la mesure du phénomène. Je vous disais que les Juifs de France ont cette chance de cultiver une identité « double » : Juifs et Français. Ils ont une autre chance : Celle de pouvoir faire profiter les « Français musulmans » -- ou les Français Arabes, appelez-les comme vous voudrez -- de cette expérience originale. Et de les aider à la résoudre. Nous sommes des pionniers en la matière !

On assiste, en France, à la diffusion d'idées néo-conservatrices dans les milieux juifs et mêmes à une « ultradroitisation » du discours. Comment voyez-vous le rapport entre l'Amérique, Israël et la communauté juive ?

GWR : Aujourd'hui, on vous dit, dans la communauté juive, que les films de Michaël Moore sont antisémites ! Que la critique de Bush est antisémite ! Qu'être contre la guerre en Irak, c'est être munichois, donc pétainiste, donc... antisémite ! Je n'exagère rien : C'est ce que dit Finkielkraut ! Je vous parlais d'un discours déconnecté de la réalité... J'ai toujours été convaincu qu'il y avait des connexions intimes entre l'identité juive et l'identité

française. Deux peuples qui, à des siècles de distance, ont chacun stupéfié le monde entier par l'audace de leur « révolution ». L'une, c'était l'invention du monothéisme, l'autre celle du concept de nation. Ce qui n'était pas rien, après un millénaire de monarchie de droit divin ! Aujourd'hui, les Juifs pourraient se poser en héritiers de cette double tradition : en France, ils peuvent aider à poursuivre cette tâche d'intégration vieille déjà de cent cinquante ans. En Israël, ils peuvent dresser une passerelle entre l'occident et le monde Arabe en tendant la main aux Palestiniens, l'un des peuples du Proche-Orient qui s'est peut-être le plus acclimaté à nos traditions démocratiques, même si des progrès restent à faire. Voilà une « théorie des dominos » autrement plus ambitieuse et exaltante que celle que nous proposent les néo-conservateurs du Pentagone !

dimanche 8 janvier 2006,

H. Ben Yaïche

Grand interview http://www.vigirak.com/article.php3?id_article=207

5 2 Les journalistes étrangers se plaignent de ne plus pouvoir pénétrer dans la Bande de Gaza.

Les journalistes étrangers se plaignent de ne plus pouvoir pénétrer dans la Bande de Gaza pour y faire leur travail. Ainsi, il n'est plus possible d'avoir des reportages indépendants sur la situation réelle à Gaza, où la population est coupée du monde depuis trois semaines. Dans un communiqué, Caritas Jérusalem rappelle à son tour que les effets du blocus sont terribles pour la population civile. "L'enfermement de plus de 1,4 million de Palestiniens signifie que plus aucune nourriture, plus aucun approvisionnement médical ni aucune assistance humanitaire de toute sorte ne sont autorisés par les Israéliens à entrer à Gaza". Pour l'œuvre d'entraide catholique, ce siège de plus de vingt jours prive le territoire palestinien de tous les besoins de base pour la survie de la population. Des boulangeries ont fermé leur porte, faute de farine. Celles qui sont encore ouvertes ne peuvent fonctionner, faute d'électricité, ce qui a également de graves conséquences pour les nouveaux-nés qui sont en couveuse ou pour les malades qui sont aux soins intensifs.

Caritas Jérusalem, qui n'a pas pu obtenir des Israéliens de permis pour apporter de l'aide à la population civile de Gaza, lance un appel afin que la communauté internationale intervienne pour faire lever ce blocus qui contrevient à toutes les règles du droit humanitaire international. (apic/plj/carj/be)

25.11.2008 - Jacques Berset

http://www.kipa-apic.ch/meldungen/sep_show_fr.php?id=4693

5 3 Abbas publie l'initiative de paix arabe dans la presse israélienne, Shalom Arshav lui rend la pareille dans la presse palestinienne

Gestes réciproques entre Abbas et Shalom Arshav par presse interposée

Geste sans précédent : Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, s'ets adressé directement à l'opinion israélienne par une publicité publiée jeudi par quatre quotidiens israéliens (Yediot Aharonot, Ma'ariv, IsraelHayom et Ha'aretz).

Le texte promeut l'initiative de paix de la Ligue arabe de 2002.

"57 pays arabes et musulmans établiront des relations diplomatiques normalisées avec Israël en échange d'un accord de paix global et de la fin de l'occupation", dit cette publicité, qui reprend le texte de l'initiative arabe. Le texte est entouré des drapeaux d'un certain nombre de ces pays arabes et musulmans.

Le sentiment d'Abbas est que trop peu d'Israéliens ordinaires sont accourant de l'offre arabe. Il a souhaité s'adresser directement à eux, a dit Saeb Erekat, conseiller de Mahmoud Abbas : "Trop peu a été fait pour promouvoir cette initiative." Erekat a ajouté que c'était la première fois qu'un dirigeant palestinien s'adressait directement aux Israéliens de cette manière.

Le lendemain, le mouvement israélien de gauche Shalom Arshav (La Paix Maintenant) a rendu la pareille à Mahmoud Abbas en publiant une publicité dans le quotidien palestinien Al-Quds de Jérusalem Est, dans laquelle il affirme son soutien au plan de paix arabe.

Yariv Oppenheimer, secrétaire général de Shalom Arshav, a déclaré que l'objectif de cette publicité était de renforcer le camp de la paix palestinien : "Nous avons pensé qu'il était très important de répondre à ces publicités palestiniennes dans les journaux israéliens par une publicité de notre part, qui fera écho du côté palestinien. Les deux camps de la paix peuvent se nourrir l'un de l'autre."

Jerusalem Post,

Ha'aretz (extraits)

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant